

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/2164/Add.10  
6 février 1952  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément à la résolution 352 (XII)  
du Conseil économique et social relative au problème de l'apatridie

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer la note ci-après, en date du 25 septembre 1951, qui lui est parvenue du Ministre des affaires étrangères de Birmanie :

"Le Ministre des affaires étrangères de Birmanie présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, en réponse à sa note N° INT.494/G du 11 mai 1951, a l'honneur de déclarer ce qui suit :

L'article 2, paragraphes 2, 3, 4 et 5, de la Loi proclamant l'indépendance de la Birmanie et l'article 11, paragraphes ii), iii) et iv), et l'article 12 de la Constitution de l'Union Birmane contiennent les dispositions nécessaires pour éviter que ne se produisent des cas d'apatridie. Dans le cadre de ces dispositions, les lois nécessaires ont été promulguées, à savoir la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union Birmane (droit d'option) et la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union Birmane.

Les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article 2 de la Loi proclamant l'indépendance de la Birmanie stipulent quelles sont les personnes qui, étant sujets britanniques immédiatement avant la date de l'accession de la Birmanie à l'indépendance, cesseront de l'être mais pourront opter de demeurer sujets britanniques, ainsi que les personnes qui, étant sujets britanniques, ne cesseront pas de l'être en raison de l'accession de la Birmanie à l'indépendance.

D'après les dispositions des paragraphes ii) et iii) de l'article 11 de la Constitution, est citoyen de l'Union toute personne née dans un des territoires de l'Union et dont au moins un des grands-parents appartient ou a appartenu à l'une des races autochtones de la Birmanie, et toute personne née dans un des territoires faisant partie de l'Union et dont le père et la mère sont citoyens de l'Union ou l'auraient été s'ils n'étaient décédés avant

l'entrée en vigueur de la Constitution.

Le paragraphe iv) de l'article 11 de la Constitution détermine quelles sont les personnes qui, en raison de leur lieu de naissance (à savoir dans l'un des territoires qui, à l'époque de leur naissance, faisaient partie des Dominions de Sa Majesté britannique) et en raison de leur résidence prolongée dans l'un des territoires de l'Union (à savoir pendant une période d'au moins huit ans au cours des dix années qui ont immédiatement précédé soit la date d'entrée en vigueur de la Constitution, soit le 1er janvier 1952), peuvent opter pour la nationalité de l'Union si elles se proposent de résider dans l'Union de façon permanente et déclarent opter pour la nationalité de l'Union dans les formes et les délais prescrits par cette clause. La Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option) a été promulguée conformément aux dispositions de cette clause, et toute personne qui remplit les conditions énoncées ci-dessus peut demander un certificat de nationalité en vertu de ladite Loi.

Comme le prévoyait l'article 12 de la Constitution de l'Union birmane, la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane a été promulguée pour permettre à ceux qui ne remplissaient pas les conditions nécessaires pour opter en faveur de la nationalité de l'Union en vertu de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option) de demander des certificats de nationalité ou de naturalisation.

Le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane stipule que toute personne qui est citoyen de l'Union en vertu des alinéas i), ii) et iii) de l'article 11 de la Constitution, ainsi que toute personne qui avait un droit d'option en vertu de l'alinéa iv) de l'article 11 de la Constitution et qui a obtenu un certificat de nationalité en application de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option), restera citoyen de l'Union, à moins que ladite personne ne perde cette qualité par application des dispositions de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane.

Toute personne dont les ascendants ont tous été domiciliés de façon permanente, depuis deux générations au moins, dans les territoires qui font partie de l'Union, et dont les parents et elle-même sont nés dans l'un de ces territoires, est considérée comme citoyen de l'Union (voir le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane).

Tout enfant né sur le territoire de l'Union après la date de l'entrée en vigueur de la Constitution et dont l'un des parents est citoyen de l'Union est lui-même citoyen de l'Union; toutefois, si son père est étranger, il cesse d'être citoyen de l'Union à la fin de l'année qui suit sa majorité, à moins qu'au cours de cette année il ne fasse une déclaration stipulant qu'il renonce à toute nationalité autre que celle de l'Union et qu'il opte pour la nationalité de l'Union. Un enfant né dans l'Union et soumis à sa juridiction, dont les deux parents, sans être citoyens de l'Union, y sont domiciliés, peut, à sa majorité, demander un certificat de nationalité, à condition qu'il réside à ce moment d'une manière permanente dans l'Union. Ces dispositions concernent les enfants nés sur le territoire de l'Union; elles figurent dans le paragraphe a) de l'article 5 et dans le paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane.

Les dispositions nécessaires ont également été prévues pour que les enfants nés hors de l'Union deviennent citoyens de l'Union. Un enfant né hors de l'Union, après la date de l'entrée en vigueur de la Constitution, d'un père qui est citoyen de l'Union, est lui-même citoyen de l'Union, à condition que la naissance de l'enfant soit enregistrée par le consulat approprié de l'Union dans les formes et le délai prescrits par la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane. Un enfant né hors de l'Union, après la date de l'entrée en vigueur de la Constitution, d'un père ou d'une mère possédant la nationalité birmane et se trouvant, au moment de la naissance de l'enfant, au service de l'Union, est citoyen de l'Union; toutefois, si l'autre parent est étranger et si, au cours de l'année qui suit sa majorité, l'enfant ne fait pas une déclaration stipulant qu'il renonce à toute autre nationalité à laquelle il pourrait prétendre et qu'il opte pour la nationalité de l'Union, il cessera d'être citoyen de l'Union à la fin de ladite année (voir les paragraphes b) et c) de l'article 5 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane).

Sur la demande conjointe d'une femme à laquelle un certificat de nationalité a été accordé en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane, et de son époux, le Ministre fait enregistrer comme citoyen tout enfant mineur qui n'est pas déjà citoyen et qui est né avant la date de l'octroi de la nationalité à la mère (voir le paragraphe 4 de l'article 11 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane). Un enfant

né hors de l'Union, dont l'un des parents est citoyen de l'Union et qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union, peut, s'il n'a pas atteint sa majorité et s'il est sous la garde de celui de ses parents qui est citoyen de l'Union, recevoir un certificat de nationalité sur la demande de ce parent, lorsque ce dernier est à nouveau domicilié dans l'Union. Toutefois, si, dans l'année qui suit sa majorité, l'enfant ne fait pas une déclaration stipulant qu'il renonce à toute nationalité étrangère à laquelle il peut avoir droit et qu'il opte de demeurer citoyen de l'Union, il cesse d'être citoyen de l'Union à l'expiration de ladite année. Si cet enfant est majeur, le Ministre peut lui accorder un certificat de nationalité s'il a la certitude que l'intéressé : a) jouit d'une bonne réputation et b) a l'intention soit de résider de manière permanente dans l'Union, soit d'entrer ou de rester au service de l'Union ou de l'un des Etats membres de l'Union ou de toute organisation religieuse, charitable ou commerciale établie dans l'Union (voir les paragraphes 1 et 2 de l'article 12 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane).

En vertu de l'article 14 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane, un citoyen de l'Union qui n'est pas frappé d'incapacité et qui obtient un certificat de naturalisation dans un Etat étranger ou qui, par tout acte volontaire ou officiel autre que le mariage, est naturalisé dans un Etat étranger, est aussitôt considéré comme ayant cessé d'être citoyen de l'Union. Toutefois, la perte de la nationalité par l'un des parents, ou les deux parents, à ce chef, ne prive pas ipso facto les enfants de leur qualité de citoyen s'ils possédaient cette qualité antérieurement à ladite perte de nationalité.

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 11 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane stipulent que toute femme étrangère qui est mariée avec un citoyen de l'Union peut, après avoir résidé sans interruption dans l'Union pendant un an au moins, demander un certificat de nationalité, qui pourra lui être accordé si elle s'engage à renoncer à sa nationalité étrangère.

Tout étranger qui en fait la demande et remplit les conditions suivantes :

- a) Etre âgé de 18 ans révolus,
- b) Avoir résidé de manière continue dans l'Union et avoir été soumis à sa juridiction pendant cinq ans au moins avant la date de la demande,
- c) Jouir d'une bonne réputation,

- d) Avoir l'intention, si un certificat lui est accordé, soit de résider dans l'Union, soit de rester au service de l'Union ou de l'un des Etats membres de l'Union,

peut obtenir un certificat de naturalisation conformément à l'article 7 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane. Toutefois, au moins un an et au plus cinq ans avant la date de la demande, il devra avoir déclaré par écrit son intention de présenter une demande de naturalisation.

Toute personne titulaire d'un certificat de naturalisation délivré en vertu de l'article 5 de la Loi sur la naturalisation birmane se verra accorder un certificat de naturalisation en vertu de l'article 8 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane si elle fait une déclaration stipulant qu'elle a renoncé à sa qualité de citoyen de tout pays autre que l'Union et qu'elle opte pour la nationalité de l'Union.

Une personne qui a servi honorablement, à une époque quelconque, dans les forces armées de l'Union, pendant une durée ou des durées s'élevant au total à trois années, peut être naturalisée, en vertu de l'article 13 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane, si elle présente sa demande de naturalisation pendant qu'elle est encore en service, ou dans un délai de six mois à compter de la cessation de ce service, toutes les conditions prévues par ladite loi étant remplies, à l'exception des suivantes :

- i) La déclaration d'intention n'est pas nécessaire;
- ii) La résidence sur le territoire de l'Union n'est pas nécessaire.

On trouvera ci-après un exemplaire de la Loi proclamant l'indépendance de la Birmanie, de la Loi sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option), de la Loi sur la nationalité de l'Union birmane et d'extraits pertinents de la Constitution de l'Union birmane."

ANNEXE I

Loi de 1947 proclamant l'indépendance de la Birmanie  
(Extraits)

Indépendance de la Birmanie

1. 1) Au jour dit, la Birmanie deviendra un pays indépendant, ne faisant pas partie des Dominions de Sa Majesté et ne pouvant prétendre à la protection de Sa Majesté.

2) Dans la présente loi, l'expression "jour dit" signifie le 4 janvier 1948.

3) La suzeraineté de Sa Majesté sur la partie de la Birmanie connue sous le nom d'"Etats karenniens" prendra fin au jour dit; prendront fin en même temps tous traités et accords en vigueur entre Sa Majesté et les dirigeants des Etats karenniens, toutes fonctions liées aux Etats karenniens pouvant être exercées par Sa Majesté, toutes obligations liant Sa Majesté à l'égard des Etats karenniens ou de ses dirigeants, ainsi que tous pouvoirs, droits, toute autorité ou juridiction pouvant être exercés par Sa Majesté dans ou sur les Etats karenniens en vertu de traités, cession, usage, consentement tacite ou autrement.

Personnes qui cesseront d'être sujets britanniques

2. 1) Sous réserve des dispositions du présent article, les personnes visées à la première annexe à la présente loi, et qui seront sujets britanniques immédiatement avant le jour dit, cesseront de l'être à ce jour.

Toutefois, toute femme qui, immédiatement avant le jour dit, sera l'épouse d'un sujet britannique, ne perdra pas, en vertu du présent paragraphe la qualité de sujet britannique, à moins que son mari ne cesse, en vertu du présent paragraphe, d'être sujet britannique.

2) Toute personne qui, en vertu du paragraphe 1 du présent article, cessera d'être sujet britannique au jour dit et qui, immédiatement avant ce jour, aura son domicile ou sa résidence habituelle :

- a) Dans toute partie du Royaume-Uni;
- b) Dans l'une des îles de la Manche;
- c) Dans l'île de Man;
- d) A Terre-Neuve;
- e) Dans toute colonie;

- f) Dans tout territoire sur lequel Sa Majesté a accepté d'exercer un mandat de la Société des Nations et dont le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est le seul administrateur;
- g) Dans tout territoire administré dans le cadre du régime de tutelle de l'Organisation des Nations Unies et dont le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est le seul administrateur;
- h) Dans tout protectorat britannique;
- i) Dans tout Etat en dehors de la Birmanie, dont le Royaume-Uni assure la protection;
- j) En tout autre lieu hors de Birmanie, où, en vertu de traité, capitulations, cession, usage, consentement tacite ou tout autre moyen de droit, Sa Majesté exerce sa juridiction sur les sujets britanniques,

pourra opter de demeurer sujet britannique en faisant, avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter du jour dit, une déclaration d'intention devant l'autorité et selon la procédure qui sera prescrite à cet effet ; dans ce cas, les dispositions du paragraphe 1 du présent article (y compris la réserve qui y figure) seront considérées comme ne s'étant jamais appliquées à cette personne ou à son égard, sauf si la déclaration en stipule autrement, à aucun de ses enfants âgé de moins de 18 ans à la date de ladite déclaration ou à son égard.

Toutefois, une déclaration faite en vertu du présent paragraphe sera sans effet si elle n'est enregistrée de la manière prescrite à la suite d'une demande présentée avant l'expiration du délai prévu de deux ans ou avant l'expiration de la période prescrite faisant suite audit délai de deux ans.

Dans le présent paragraphe, le terme "prescrite" signifie prescrite par des règlements pris par le Secrétaire d'Etat, ou par tout gouvernement, toute autorité ou toute personne qui pourront y être autorisés par le Secrétaire d'Etat; pour l'application du présent paragraphe, des dispositions différentes pourront être arrêtées par des catégories différentes de cas.

3) Toute personne qui, en vertu du paragraphe 1 du présent article, cessera d'être sujet britannique au jour dit et qui n'appartiendra à aucune des catégories de personnes visées au paragraphe 2 du présent article et qui, au jour dit, ne deviendra ni n'aura qualité pour devenir citoyen de l'Etat indépendant de Birmanie proclamé par l'article 1 de la présente loi, jouira du droit d'option

prévu au paragraphe 2 du présent article, et ledit paragraphe sera en conséquence applicable.

4) Si la loi de toute partie des Dominions de Sa Majesté non mentionnée au paragraphe 2 du présent article prévoit, en faveur de toute personne qui est domiciliée ou qui a sa résidence habituelle dans cette partie des Dominions de Sa Majesté ou dans tout territoire administré par le gouvernement de cette partie des Dominions, l'exercice d'un droit d'option à l'effet de ne pas cesser d'être sujet britannique au jour dit en raison de l'accession de la Birmanie à l'indépendance à ce jour dit, les dispositions du paragraphe 1 du présent article seront considérées comme ne s'étant jamais appliquées à toute personne qui exercera dûment ce droit ou à son égard, ni à ses enfants ou à leur égard, en tant qu'il sera nécessaire pour donner effet, d'après la loi du Royaume-Uni, aux conséquences que la loi de cette partie des Dominions de Sa Majesté fait découler de l'exercice du droit d'option.

5) Sous réserve des dispositions du présent article, aucune personne qui sera sujet britannique immédiatement avant le jour dit ne cessera de l'être en raison du fait que la Birmanie cessera de faire partie des Dominions de Sa Majesté à ce jour dit.

6) L'exercice par toute personne du droit d'option prévu aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article n'aura pas pour conséquence de rendre illégal un acte accompli avant la date de l'option et qui aurait été légal s'il n'y avait pas eu option.



## PREMIERE ANNEXE

### Personnes qui cesseront d'être sujets britanniques

1. Les personnes qui seront sujets britanniques immédiatement avant le jour dit et qui, sous réserve des dispositions de l'article 2 de la présente loi, cesseront de l'être à ce jour, sont les personnes désignées ci-après :

a) Les personnes qui sont nées en Birmanie ou dont le père ou le grand-père paternel est né en Birmanie, et qui ne sont pas exceptées de l'application du présent alinéa en vertu du paragraphe 2 de la présente annexe;

b) Les femmes étrangères de naissance qui ont acquis la qualité de sujet britannique du seul fait de leur mariage avec l'une des personnes visées par l'alinéa a) du présent paragraphe.

2) 1) Est exceptée de l'application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la présente annexe toute personne qui est née ou dont le père ou le grand-père paternel est né, hors de Birmanie, en un lieu qui, au moment de sa naissance :

a) Etait dans le territoire d'un des Dominions de Sa Majesté, d'un protectorat britannique ou d'un Etat sous la protection du Royaume-Uni, ou était dans un territoire sur lequel Sa Majesté avait accepté d'exercer un mandat de la Société des Nations et dont le gouvernement de toute partie des Dominions de Sa Majesté assurait l'administration, ou dans un territoire dont le gouvernement de toute partie des Dominions de Sa Majesté assurait l'administration dans le cadre du régime de tutelle de l'Organisation des Nations Unies; ou

b) Etait un lieu où, en vertu de traité, capitulations, cession, usage, consentement tacite ou tout autre moyen de droit, Sa Majesté exerçait sa juridiction sur les sujets britanniques.

Toutefois, aucune personne ne sera, en vertu du présent alinéa, exceptée de l'application dudit alinéa a) en raison du lieu de naissance de son père ou de son grand-père paternel, à moins que son père, ou, le cas échéant, son grand-père paternel, n'ait été sujet britannique à quelque moment avant le jour dit.

2) Une personne sera également considérée comme exceptée de l'application dudit alinéa a) si elle-même, son père ou son grand-père paternel est devenu sujet britannique par naturalisation ou à la suite de l'annexion de tout territoire situé hors de Birmanie.

3) Lorsque, en application du British Nationality and Status of Aliens Act de 1914, le nom d'un enfant a été porté sur le certificat de naturalisation délivré à son père ou à sa mère, ou lorsque, en application de tout Act abrogé par ledit Act, un enfant a été considéré comme étant un sujet britannique naturalisé du fait qu'il résidait avec son père ou sa mère, cet enfant sera, aux fins du présent paragraphe, considéré comme étant devenu sujet britannique par naturalisation.

3. Aux fins de la présente annexe, toute personne née sur un navire autre qu'un navire non immatriculé sera considérée comme née dans le pays où ledit navire était immatriculé.

4. Dans la présente annexe, le terme "Birmanie" s'applique aux territoires qui, immédiatement avant le jour dit, faisaient partie de la Birmanie.

ANNEXE II

Constitution de l'Union birmane  
(Extraits)

ARTICLE 11. Est citoyen de l'Union :

- i) Toute personne dont le père et la mère appartiennent ou ont appartenu à l'une des races autochtones de la Birmanie;
- ii) Toute personne née dans un des territoires de l'Union et dont au moins un des grands-parents appartient ou a appartenu à l'une des races autochtones de la Birmanie;
- iii) Toute personne née dans un des territoires faisant partie de l'Union dont le père et la mère sont citoyens de l'Union ou l'auraient été s'ils n'étaient décédés avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution;
- iv) Toute personne née dans l'un des territoires qui, à l'époque de sa naissance, faisaient partie des Dominions de Sa Majesté britannique, et qui a résidé dans l'un des territoires de l'Union pendant une période d'au moins huit ans au cours des dix années qui ont immédiatement précédé soit la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution, soit le 1er janvier 1942, et qui, se proposant de résider dans l'Union de façon permanente, déclare opter pour la nationalité de l'Union dans les formes et les délais prescrits par la loi.

ARTICLE 12. Aucune disposition de l'Article 11 ne peut porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter les lois qu'il juge appropriées en ce qui concerne la qualité de citoyen ou d'étranger; ces lois pourront prévoir l'admission de nouvelles catégories de citoyens ou le retrait de la nationalité à l'une quelconque des catégories existantes.

### ANNEXE III

#### Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option)

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions pour permettre aux personnes qui y ont droit en vertu du paragraphe iv) de l'Article II de la Constitution d'opter pour la nationalité de l'Union,

Il est promulgué ce qui suit :

1. La présente loi pourra être citée sous le titre : "Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option)".
2. Dans la présente loi, à moins d'indication contraire, le terme :
  - a) "Fonctionnaire" désigne tout fonctionnaire nommé par le Président aux fins de la présente loi;
  - b) "Ministre" désigne un membre du Gouvernement nommé par le Président aux fins de la présente loi;
  - c) "Commissaire adjoint" désigne le District Magistrate de Rangoon; et, dans les Etats, le "résident" ou, en l'absence d'un résident, le "résident adjoint".
3. Toute personne née dans l'un des territoires qui, à l'époque de sa naissance, faisaient partie des Dominions de Sa Majesté britannique, et qui a résidé dans l'un des territoires de l'Union pendant une période d'au moins huit ans au cours des dix années qui ont immédiatement précédé soit le 1er janvier 1942, soit le 4 janvier 1948, peut adresser une demande de certificat de nationalité au fonctionnaire du district où elle réside.
4. La demande est présentée sous forme de pétition et est accompagnée d'une déclaration écrite établie sous la foi du serment dans laquelle le postulant indique :
  - a) Le lieu et la date, ou la date approximative, de sa naissance;
  - b) La durée ou les durées au cours desquelles il a résidé dans les territoires de l'Union antérieurement soit au 1er janvier 1942, soit au 4 janvier 1948;
  - c) Son intention de résider de façon permanente dans les territoires de l'Union;
  - d) Le nom, le sexe, le lieu et la date, exacte ou approximative, de la naissance de chacun de ses enfants mineurs vivant au moment où il formule sa demande.

5. 1) Lorsqu'il est saisi d'une demande de certificat de nationalité, le fonctionnaire envoie notification de cette demande au Commissaire adjoint du district où réside le postulant; il fait également afficher copie de ladite notification en évidence dans les bureaux du Commissaire adjoint.

2) Le fonctionnaire ne tient audience pour l'examen de la demande qu'après un délai de quatre semaines à compter de la notification au Commissaire adjoint.

3) A tout moment avant l'audience, le Commissaire adjoint peut faire opposition auprès du fonctionnaire, en présentant les motifs de son opposition

Toute personne convaincue ou ayant la preuve que le postulant ne remplit pas l'une des conditions requises peut communiquer les informations ou les éléments de preuve qu'elle possède au Commissaire adjoint.

6. 1) A l'audience, le postulant, sous réserve des dispositions de l'article 132 du Code de procédure civile, comparaît personnellement devant le fonctionnaire aux fins d'examen, à moins que le fonctionnaire, pour des motifs valables qu'il expose par écrit, ne le dispense de se présenter en personne. Le postulant soumet au fonctionnaire, au cours de l'audience, les preuves qu'il juge nécessaires pour établir son droit d'opter en faveur de la nationalité de l'Union birmane, en vertu du paragraphe iv) de l'Article II de la Constitution.

2) Le Commissaire adjoint est autorisé à apporter à l'audience, contre la requête du postulant, toutes preuves qu'il juge nécessaires.

3) A l'audience, le fonctionnaire n'est pas lié par le Code de procédure civile ou par tout autre texte de loi et se guide sur les principes du droit naturel.

7. 1) Si le fonctionnaire conclut que le postulant a établi son droit d'opter pour la nationalité de l'Union, il transmet immédiatement au ministre une copie certifiée conforme de sa décision, accompagnée de la demande du postulant et de la déclaration sous serment y annexée.

2) Si le fonctionnaire conclut que le postulant n'est pas habilité à opter, le postulant peut déposer une demande de révision de cette décision auprès de la Cour supérieure dans un délai de soixante jours à compter du jour où la décision a été prise.

8. 1) Lorsque le ministre reçoit communication d'une décision prise par le fonctionnaire en vertu de l'article 7, il établit, à moins qu'il ne doute du bien-fondé de ladite décision, un certificat de nationalité dans les formes prescrites et adresse le certificat au fonctionnaire qui a pris la décision.

2) Si le ministre doute du bien-fondé de la décision prise par le fonctionnaire, il peut renvoyer la demande devant la Cour supérieure jugeant en appel. Les dispositions de l'Ordre XLI du Code de procédure civile sont applicables aux renvois prononcés par le ministre ou aux demandes de révision déposées en application du paragraphe 2 de l'article 7.

3) Si la Cour supérieure, saisie d'un renvoi, confirme la décision prise par le fonctionnaire en application du paragraphe 1 de l'article 7 ou annule la décision prise en application du paragraphe 2 de l'article 7, le ministre établit un certificat de nationalité et le fait tenir au fonctionnaire qui a pris la décision.

4) Au reçu du certificat, le fonctionnaire convoque le postulant à une date qu'il arrête et lui fait déclarer solennellement ou sous serment qu'il renonce à toute autre nationalité ou à la qualité de citoyen de tout pays étranger; le postulant ayant fait et signé cette déclaration, le fonctionnaire lui délivre le certificat après y avoir porté la date à laquelle ladite déclaration a été faite et signée.

5) Le certificat n'est valable que lorsque le postulant a fait et signé la déclaration visée au paragraphe précédent.

9. Si une pétition ou une déclaration écrite, requise par la présente loi, contient une affirmation que l'auteur de la pétition ou de la déclaration sait ou croit ne pas être exacte, ledit auteur sera considéré comme ayant commis un délit visé par l'article 193 du Code pénal.

10. Sauf sur autorisation préalable du Président, aucun fonctionnaire ni aucun tribunal n'acceptera comme recevable une demande formulée en application de l'article 4 si cette demande est présentée plus d'un an après la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

11. 1) Le Président peut édicter les règlements nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

2) En particulier, et sans préjudice du caractère général du pouvoir énoncé ci-dessus, ces règlements pourront prévoir et réglementer:

- a) La représentation de l'Union birmane au cours de la procédure;
- b) Les droits à payer par le postulant au cours de la procédure de demande de certificat;
- c) Les formules à employer dans l'application de la présente loi, notamment celle du certificat de nationalité;
- d) La forme sous laquelle sera faite la renonciation à toute nationalité étrangère ou à tout statut étranger.

ANNEXE IV

Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane,  
modifiée par la Loi de 1949 sur la nationalité  
de l'Union birmane (modification)

I. 1) La présente loi pourra être citée sous le titre : "Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane".

2) Elle s'applique à l'ensemble de l'Union birmane et sera considérée comme étant entrée en vigueur le 4 janvier 1948, neuvième jour de la lune de Pyatho, an 1309 de l'ère birmane.

2. Dans la présente loi, à moins d'indication contraire, le terme :

"Certificat de nationalité" désigne un certificat délivré soit en application de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option), soit en application de la présente loi;

"Certificat de naturalisation" désigne un certificat de naturalisation délivré en application de la présente loi;

"Enfant" s'applique également à un enfant légalement adopté;

"Constitution" désigne la Constitution de l'Union birmane;

"Consulat de l'Union" s'applique à tout bureau désigné par le Président aux fins de l'enregistrement prévu par la présente loi;

"Incapacité" s'applique au statut des mineurs, des aliénés ou des faibles d'esprit;

"Père" s'applique au père de l'enfant légitime;

"Ministre" s'applique à un membre du Gouvernement de l'Union désigné par le Président aux fins de la présente loi;

"Parent" ou "père ou mère", dans toute disposition relative à des enfants mineurs, s'applique également à un parent adoptif ou à la mère d'un enfant illégitime, à la condition que le parent adoptif ou la mère ait légalement la garde de cet enfant;

"Union" désigne l'Union birmane.

3. 1) Aux fins de l'article 11 de la Constitution, l'expression "l'une des races autochtones de la Birmanie" s'applique aux membres des races arakane, birmane, chinoise, Kachin, Karen, Karenni, Mon ou Shan et de tout groupe racial qui aura résidé de façon permanente dans l'un des territoires de l'Union depuis une époque antérieure à l'an 1823 de l'ère chrétienne (an 1185 de l'ère birmane).



2) Aux fins de l'article 11 de la Constitution et de l'article 3 de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option), les mots "Dominions de Sa Majesté britannique" s'appliquent aux territoires énumérés au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi de 1947 proclamant l'indépendance de la Birmanie.

4. 1) Toute personne qui est citoyen de l'Union en vertu des alinéas i), ii) et iii) de l'article 11 de la Constitution ou toute personne qui avait le droit d'opter pour la nationalité en vertu de l'alinéa iv) de l'article 11 de la Constitution, et qui a obtenu un certificat de nationalité en application de la Loi de 1948 sur la nationalité de l'Union birmane (droit d'option), ou toute personne qui a obtenu un certificat de naturalisation ou un certificat de nationalité en application de la présente loi ou à qui la présente loi accorde de toute autre manière la qualité de citoyen, est et reste citoyen de l'Union, à moins que ladite personne ne perde cette qualité par application des dispositions de la présente loi.

2) Est considérée comme citoyen de l'Union toute personne dont les ascendants ont tous été domiciliés de façon permanente, depuis deux générations au moins, dans l'un des territoires faisant partie de l'Union et dont les parents et elle-même sont nés dans l'un de ces territoires.

5. Sont citoyens de l'Union les personnes énumérées ci-après, nées après la date de l'entrée en vigueur de la Constitution :

a) Tout enfant né sur le territoire de l'Union et dont l'un des parents est citoyen de l'Union; toutefois, si le père est étranger, l'enfant cesse d'être citoyen de l'Union à la fin de l'année qui suit sa majorité, à moins qu'au cours de cette année il ne fasse une déclaration stipulant qu'il renonce à toute nationalité autre que celle de l'Union et qu'il opte pour la nationalité de l'Union;

b) Tout enfant né hors de l'Union d'un père qui est citoyen de l'Union, à condition que la naissance de l'enfant soit enregistrée par le Consulat approprié de l'Union dans les formes et le délai prescrits par la présente loi;

c) Tout enfant né hors de l'Union d'un père ou d'une mère possédant la nationalité birmane et se trouvant, au moment de la naissance de l'enfant, au service de l'Union; toutefois, si l'autre parent est étranger et si,

au cours de l'année qui suit sa majorité, l'enfant ne fait pas une déclaration stipulant qu'il renonce à toute autre nationalité à laquelle il pourrait prétendre et qu'il opte pour la nationalité de l'Union, il cessera d'être citoyen de l'Union à la fin de ladite année.

Commentaire I. - Toute naissance qui a lieu à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé dans l'Union, quel que soit le lieu où ledit navire ou aéronef se trouve au moment de la naissance, sera considérée comme s'étant produite sur le territoire de l'Union.

Commentaire II. - Toute naissance à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé ailleurs que dans l'Union ne sera pas considérée comme s'étant produite sur le territoire de l'Union, même si ledit navire ou aéronef se trouvait dans l'Union au moment de la naissance.

Commentaire III. - Tout enfant né hors mariage et légitimé par le mariage ultérieur de ses parents jouit, aux fins du présent article, des mêmes droits qu'un enfant légitime.

6. 1) Le Ministre peut, à sa discrétion, délivrer un certificat de nationalité à toute personne dont la qualité de citoyen de l'Union est sujette à doute, ou à quiconque représente les intérêts d'une telle personne; il est précisé sur le certificat que sa délivrance a pour objet de lever ledit doute.

2) Ledit certificat porte preuve de la qualité de citoyen et son titulaire sera considéré comme ayant été citoyen de l'Union à compter de la date spécifiée à cet effet sur le certificat; toutefois, ce certificat ne pourra être considéré comme établissant que son titulaire ne possédait pas la qualité de citoyen avant la date ainsi spécifiée.

7. 1) Le Ministre peut accorder un certificat de naturalisation à tout étranger qui présente une demande par laquelle il expose et prouve au Ministre :

a) Etre âgé de 18 ans révolus;

b) Avoir résidé de manière continue dans l'Union et avoir été soumis à sa juridiction pendant au moins cinq ans avant la date de la demande;

c) Jouir d'une bonne réputation et savoir parler le birman, le chinois, le kachin, le karen ou le shan;

d) Avoir l'intention, si un certificat lui est accordé, soit de résider dans l'Union, soit d'entrer ou de rester au service de l'Union ou de l'un des Etats membres de l'Union ou de toute organisation religieuse, charitable

ou commerciale établie dans l'Union, à condition d'avoir déclaré par écrit, au moins un an et au plus cinq ans avant la date de la demande, dans les formes prescrites par les règlements qui sont édictés pour l'exécution de la présente loi, son intention de présenter une demande de naturalisation.

Commentaire I. - Pour le calcul de la durée de cinq années de résidence continue aux fins du présent article, il peut être tenu compte du temps d'absence passé par l'intéressé hors de l'Union à la condition qu'il ait été au service de l'Union pendant ledit temps. Dans tous autres cas, le temps d'absence autorisé ne doit pas dépasser six mois au total.

Commentaire II. - Le service effectué hors de l'Union en qualité de **marin** à bord d'un navire immatriculé dans l'Union sera, aux fins du présent article, considéré comme résidence dans l'Union.

2) Toute personne qui demande un certificat de naturalisation et qui remplit les conditions requises doit résider de manière continue dans l'Union entre la date de la demande et la date de l'octroi du certificat; toutefois, le Ministre peut, pour des motifs qu'il considère valables, dispenser ladite personne de cette obligation.

3) L'octroi du certificat de naturalisation est laissé à la discrétion du Ministre, qui peut, en motivant ou sans motiver sa décision, accorder ou refuser le certificat, suivant ce qu'il estimera être de l'intérêt public, et sa décision est sans appel.

4) Le certificat de naturalisation ne prend effet que lorsque le postulant a déclaré solennellement ou sous serment qu'il renonce à sa qualité de citoyen de tout pays étranger.

8. Toute personne titulaire d'un certificat de naturalisation délivré en vertu de l'article 5 de la Loi sur la naturalisation birmane et qui fait une déclaration stipulant qu'elle renonce à toute nationalité autre que celle de l'Union et qu'elle opte pour la nationalité de l'Union a droit à recevoir un certificat de naturalisation en vertu de la présente loi.

9. 1) Le Ministre peut, en accordant un certificat de naturalisation à un étranger, faire figurer sur le certificat le nom de tout enfant mineur du postulant qui est né avant la date de l'octroi du certificat et n'est pas déjà citoyen de l'Union, si : a) la garde de cet enfant appartient légalement au seul postulant, ou b) si elle appartient légalement à une autre personne qui est citoyen de l'Union.

2) Les enfants mineurs dont les noms sont ainsi portés sur le certificat sont considérés comme étant devenus citoyens de l'Union à compter de la date de l'octroi du certificat; toutefois, tout enfant dont le nom est ainsi porté sur le certificat peut, dans l'année qui suit sa majorité, faire une déclaration stipulant qu'il renonce à la nationalité de l'Union et cesser ainsi d'être citoyen de l'Union.

3) Un enfant mineur qui acquiert la qualité de citoyen en application du présent article peut, après avoir atteint sa majorité, se voir privé de cette qualité par le Ministre pour tout motif de révocation applicable à quiconque est titulaire d'un certificat de naturalisation.

10. Sous réserve des dispositions de la présente loi, une femme mariée peut acquérir ou répudier la nationalité de l'Union dans les mêmes conditions que si elle était célibataire; une femme n'acquiert ni ne perd la nationalité du fait de son mariage.

11. 1) Toute femme qui est mariée avec un citoyen de l'Union peut, après avoir résidé sans interruption dans l'Union pendant un an au moins, adresser une demande au Ministre en vue d'obtenir un certificat de nationalité.

2) Le Ministre, après s'être assuré que l'auteur de la requête, n'étant frappé d'aucune incapacité, a contracté mariage avec un citoyen de l'Union et a résidé dans l'Union pendant une période d'un an au moins immédiatement avant la date de sa requête, peut accorder à l'intéressée un certificat de nationalité si elle s'engage à renoncer à sa nationalité étrangère.

3) Le certificat de nationalité n'est valable que lorsque l'intéressée a fait, sous serment, ou sous une forme solennelle, une déclaration par laquelle elle renonce à son statut de citoyenne d'un pays étranger.

4) Sur la demande conjointe d'une femme à laquelle un certificat de nationalité a été accordé en vertu du paragraphe 2, et de son époux, le Ministre fait enregistrer comme citoyen tout enfant mineur qui n'est pas déjà citoyen et qui est né avant la date de l'octroi de la nationalité à la mère.

12. 1) Un enfant né hors de l'Union, dont l'un des parents est citoyen de l'Union et qui n'est pas lui-même citoyen de l'Union, peut, s'il n'a pas atteint sa majorité et s'il est sous la garde de celui de ses parents qui est citoyen de l'Union, recevoir un certificat de nationalité sur la demande de ce parent, lorsque ce dernier est à nouveau domicilié dans l'Union.

Toutefois, si, dans l'année qui suit sa majorité, l'enfant ne fait pas une déclaration stipulant qu'il renonce à toute nationalité étrangère à laquelle il peut avoir droit et qu'il opte de demeurer citoyen de l'Union, il cesse d'être citoyen de l'Union à l'expiration de ladite année.

Si le parent de l'enfant meurt avant que la demande soit formulée, le tuteur de l'enfant peut présenter une demande au nom de l'enfant en application du présent paragraphe.

2) Si l'enfant visé par le paragraphe 1 est majeur, le Ministre peut lui accorder un certificat de nationalité s'il a la certitude que l'intéressé :

a) jouit d'une bonne réputation et b) a l'intention soit de résider d'une manière permanente dans l'Union, soit d'entrer ou de rester au service de l'Union ou de l'un des Etats membres de l'Union ou de toute organisation religieuse, charitable ou commerciale établie dans l'Union.

3) Un enfant né dans l'Union et soumis à sa juridiction, dont les deux parents, sans être citoyens de l'Union, y sont domiciliés, peut, à sa majorité, demander un certificat de nationalité, à condition qu'il réside à ce moment d'une manière permanente dans l'Union.

4) Le certificat de nationalité accordé en application du paragraphe 2) ou du paragraphe 3) ne prendra effet que lorsque le postulant a déclaré solennellement ou sous serment qu'il renonce à sa qualité de citoyen de tout pays étranger.

13. Une personne qui a servi honorablement, à une époque quelconque, dans les forces armées de l'Union, pendant une durée ou des durées s'élevant au total à trois années, peut être naturalisée si elle présente sa demande de naturalisation pendant qu'elle est encore en service, ou dans un délai de six mois à compter de la cessation de ce service, toutes les conditions prévues par la présente loi étant remplies, à l'exception des suivantes :

i) La déclaration d'intention n'est pas nécessaire;

ii) La résidence sur le territoire de l'Union n'est pas nécessaire.

14. Un citoyen de l'Union qui n'est pas frappé d'incapacité et qui obtient un certificat de naturalisation dans un Etat étranger ou qui, par tout acte volontaire ou officiel autre que le mariage, est naturalisé dans un Etat étranger, est aussitôt considéré comme ayant cessé d'être citoyen de l'Union;

Toutefois, la perte de la nationalité par l'un des parents, ou les deux parents, ne prive pas ipso facto les enfants de leur qualité de citoyen s'ils

possédaient cette qualité antérieurement à ladite perte de nationalité.

15. Aucun citoyen n'a le droit de répudier la nationalité de l'Union tant qu'il réside sur le territoire de l'Union ou tant que dure une guerre dans laquelle l'Union est engagée.

16. Cesse d'être citoyen de l'Union toute personne qui, au moment de l'entrée en vigueur de la Constitution, avait qualité de citoyen en vertu des dispositions de la Constitution mais qui, ayant exercé par la suite le droit d'option prévu à l'article 2 de la Loi de 1947 proclamant l'indépendance de la Birmanie, est considérée comme ayant acquis la qualité de sujet britannique.

17. Toute personne qui, par application de la Constitution, est citoyen de l'Union et qui, par application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de la Première Annexe à la Loi de 1947 proclamant l'indépendance de la Birmanie, conserve en même temps la qualité de sujet britannique, peut, si elle n'est pas frappée d'incapacité, faire une déclaration stipulant qu'elle renonce à la nationalité de l'Union et, ayant fait cette déclaration, elle cesse d'être citoyen de l'Union.

18. Lorsque le Ministre a la preuve qu'un certificat de naturalisation ou un certificat de nationalité accordé par lui a été obtenu à la suite d'un exposé inexact des faits ou d'une manoeuvre frauduleuse, ou en dissimulant certaines circonstances matérielles, ou que la personne à laquelle le certificat a été accordé a manqué, en actes ou en paroles, d'attachement ou de loyalisme à l'égard de l'Union, le Ministre peut, conformément au paragraphe 1 de l'article 20, annuler le certificat par décret.

19. Sans préjudice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 18, le Ministre peut annuler un certificat de naturalisation ou un certificat de nationalité dans tous les cas où la personne à laquelle un certificat a été accordé :

- a) A, au cours de toute guerre dans laquelle l'Union est engagée, entretenu de façon illicite des relations commerciales ou autres avec l'ennemi ou avec un ressortissant de l'Etat ennemi, ou a participé ou s'est associée à toute affaire qui, à sa connaissance, était conduite de manière à aider l'ennemi dans cette guerre; ou
- b) A, dans les cinq ans qui suivent la délivrance du certificat, été condamnée pour un crime ou délit de caractère infamant par un tribunal

quelconque de l'Union à une peine de prison de douze mois au moins; ou  
c) A, depuis la date où le certificat lui a été délivré, séjourné de son propre gré hors de l'Union pendant une période ininterrompue de cinq années au moins, sans être au service de l'Union ou d'une organisation internationale dont l'Union est membre, et qui, pendant ce séjour à l'étranger, a omis de se faire immatriculer, chaque année après sa première année de résidence à l'étranger, auprès du Consulat approprié de l'Union; ou  
d) A omis de faire, dans les délais prescrits, une déclaration par laquelle elle renonçait à toute autre nationalité; ou  
e) A cessé d'être citoyen de l'Union après avoir reçu un certificat de naturalisation ou un certificat de nationalité.

20. 1) Avant de prendre le décret annulant le certificat de naturalisation ou le certificat de nationalité, le Ministre peut, s'il le juge utile, renvoyer l'affaire pour enquête, conformément aux dispositions ci-après; et pour toutes questions relatives aux articles 18 et 19, le Ministre fait savoir au détenteur du certificat - ou lui envoie une communication à cet effet à sa dernière adresse connue - qu'il peut demander qu'une enquête ait lieu; si l'intéressé use de ce droit, le Ministre doit renvoyer l'affaire pour enquête.

2) L'enquête entreprise aux termes du présent article sera faite par la Cour supérieure et la procédure suivie pour cette enquête sera celle qui est prévue par le règlement de la Cour.

3) La Cour supérieure communique au Ministre ses conclusions, qui sont sans appel.

21. Lorsque le Ministre annule un certificat de naturalisation ou un certificat de nationalité, l'annulation prend effet à partir de la date fixée par le Ministre; le certificat annulé doit être rendu à cette date, et quiconque refuse, sans raison valable, ou néglige de rendre le certificat, est passible d'une peine d'emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende.

21 A. Lorsqu'un certificat de naturalisation ou un certificat de nationalité a été annulé, le détenteur dudit certificat cesse d'être citoyen de l'Union et il est considéré comme étant citoyen du pays duquel il était ressortissant au moment où le certificat lui a été délivré.

22. Quiconque, aux fins de la présente loi, fait une affirmation ou une déclaration qui est fausse sur un point essentiel, sachant ou ayant motif de croire que cette affirmation ou cette déclaration est fausse, ou qui dissimule un fait important, est passible d'une peine de prison de deux ans au plus et peut être également passible d'une amende.

23. Le Président peut édicter les règlements nécessaires pour l'exécution de la présente loi, en particulier relativement aux questions suivantes:

- a) La forme de la demande à présenter pour l'obtention d'un certificat de naturalisation ou de nationalité, et la forme et l'enregistrement de ce certificat;
- b) La forme sous laquelle sera faite la renonciation à toute nationalité étrangère et le délai dans lequel la renonciation devra être faite après la délivrance du certificat de naturalisation ou du certificat de nationalité et toutes questions relatives à la procédure selon laquelle sera reçu le serment ou la déclaration solennelle;
- c) La perception et le montant des droits pour tout enregistrement de nationalité, ou pour toute déclaration, ou pour la délivrance de tout certificat de nationalité ou de naturalisation établi ou accordé en application de la présente loi, ainsi que pour la prestation de tout serment et pour toute déclaration solennelle.

-----